

INTRODUCTION

François Fillon, dimanche 5 mars 2017, place du Trocadéro. Un candidat à la présidentielle trempé par la pluie et refusant d'abandonner, malgré sa mise en examen pour cause de Penelopegate, exhortant ses militants à le suivre et jetant comme un défi à ses adversaires dans cette campagne calamiteuse. Mais aussi et surtout à ses amis politiques, aux médias et à la justice de son pays. L'image est devenue virale et continue de hanter les esprits et les consciences. Elle est comme imprimée à jamais dans la mémoire collective. Il en est resté une expression, « droite Trocadéro », aux accents quelque peu surannés. Elle renvoie à la France conservatrice d'une partie de ce « chiquissime » XVI^e arrondissement où se trouve le célèbre parvis planté de la statue équestre du maréchal Foch. Une expression revendiquée par une « droite qui s'assume », mais stigmatisée par d'autres, Édouard Philippe en tête. Transfuge d'un parti dont le meeting du Trocadéro restera comme une frontière temporelle. Il y a et il y aura, à n'en pas douter, un avant et un après Trocadéro. Moment quasi tragique pendant lequel la droite républicaine est en équilibre sur un fil. Elle tombera, c'est sûr, mais de quel côté ? Celui d'une droite classique ou celui d'une droite populiste, voire extrémiste ? Un avenir autonome ou vampirisé par les deux forces qui s'affirment dans le pays, la « macronienne » et la « lepéniste » ?

Par ce rassemblement, François Fillon, vainqueur désigné de l'élection mère de la V^e République quelques

semaines auparavant, tente une démonstration de force. Un Fillon en perdition, acculé, abandonné par une partie des siens, qui s'essaie à un ultime coup de poker pour renverser la table. Un quitte ou double théâtral, une pièce en un acte, mais à multiples tiroirs. Il y a ceux qui étaient au Trocadéro et ceux qui n'y étaient pas, ceux qui ne voulaient pas y être mais qui s'y trouvaient, ceux qui observaient et en attendaient l'issue avant de décider de quoi serait fait leur lendemain.

Quelques heures décisives, donc, mais qui se révèlent deux ans et demi plus tard plus complexes qu'elles ne sont apparues. Plus ambiguës qu'ont voulu et que continuent de laisser dire, avec plus ou moins de bonne foi, tant ses laudateurs que ses contempteurs.

Quand, à quelques jours du scrutin des européennes, Édouard Philippe critique avec virulence François-Xavier Bellamy, tête de liste des LR, en le comparant à cette « droite Trocadéro qui se paie de mots », le Premier ministre a-t-il conscience qu'il se livre alors à une caricature, qu'il commet une erreur ? Quant aux dirigeants LR, qui de Laurent Wauquiez à Éric Ciotti ou Julien Aubert, face aux noms d'oiseau lancés par le Premier ministre, défendent cette « droite des valeurs », ont-ils bien compris que cette « droite Trocadéro » n'était pas seulement celle qu'ils défendent, eux, la droite des « valeurs » traditionnelles et conservatrices ?

Il est vrai que l'appel au peuple lancé par François Fillon, par-dessus le parti et malgré la justice et les médias, plaide dans le sens d'une droite musclée. Il est vrai que les réseaux traditionnels et chrétiens mobilisés par l'association Sens commun qui ont aidé à peupler la place, contribuent à fonder cette analyse. Même le choix du Trocadéro est un symbole de ce virage « à droite toute » qu'incarnerait le candidat Fillon. Le Trocadéro,

n'est-ce pas cette bataille remportée en avril 1823 par les Français menés par le duc d'Angoulême, neveu du roi de la Restauration Louis XVIII et fils du futur Charles X, sur les révolutionnaires libéraux espagnols? Cette victoire n'a-t-elle pas permis de rétablir l'autorité du monarque absolu Ferdinand VII?

Plus récemment, c'est sur ce parvis qu'en octobre 2016 des dizaines de milliers de personnes se sont retrouvées pour réclamer l'abrogation de la loi Taubira instaurant le mariage pour tous. Au milieu des sympathisants de La Manif pour tous, des personnalités de droite avaient fait le déplacement, des députés LR comme Claude Goasguen ou Hervé Mariton, Nicolas Dupont-Aignan, le président de Debout la France, mais aussi Louis Aliot et Gilbert Collard du Front national, le maire de Béziers Robert Ménard ou encore Jean-Frédéric Poisson, le président du Parti chrétien-démocrate. Marion Maréchal aussi y avait fait une apparition très remarquée, sous les applaudissements.

Autant de symboles renvoyant à une droite quasi «légitimiste», cette droite qui, avec la libérale et la bonapartiste, constitue un des trois piliers chers à l'historien René Rémond. Une droite qu'a cherché, il est vrai, à incarner dans la dernière campagne présidentielle un François Fillon habitué de l'abbaye de Solesmes, mais aussi et surtout contraint de se différencier des deux autres «poids lourds» de la primaire, Alain Juppé et Nicolas Sarkozy.

Et pourtant! Si les Républicains comme leurs adversaires s'étaient trompés en résumant, à travers le meeting du Trocadéro, la ligne politique de l'ancien candidat de droite? Si cette place destinée à être un symbole n'était pas seulement celui de la Restauration, après la Révolution et l'Empire? En 1985, le président

François Mitterrand fait donner le nom de « parvis des Droits de l'Homme » à l'espace qui sépare les deux ailes du palais de Chaillot. Un hommage à ce palais où, le 10 décembre 1948, l'Assemblée générale des Nations unies adoptait la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le 17 octobre 1987, à l'initiative du père Joseph Wresinski, une seconde dalle a été scellée à l'autre extrémité du parvis en l'honneur des « victimes de la faim, de l'ignorance et de la violence ». C'est là aussi qu'en novembre 2015, à l'appel de la ligue des Droits de l'homme, une cérémonie eut lieu en hommage aux victimes des attentats de Paris.

Le 5 mars 2017, c'est donc au tour de François Fillon d'occuper cette place si prestigieuse. Mais ce serait, cette enquête le confirme, bien mal connaître l'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy – qui dans son livre *Passions*¹ reconnaît, il est vrai, qu'il « pensait le connaître » – que de transformer cet homme plusieurs fois ministre en « réac » porteur d'un sabre et d'un goupillon, voire en un putschiste en veste Arnys.

En organisant le Trocadéro, François Fillon prenait des risques qu'il saurait, pensait-il, contrôler. Ce fut peut-être son ultime erreur. Au-delà des affaires qui le propulseront de nouveau à la lumière au début de l'année 2020 avec l'ouverture de son procès, l'ex-candidat de la droite a laissé un héritage marqué du sceau du Trocadéro. Sa famille tente encore de faire l'état des lieux, de séparer le bon grain de l'ivraie. Où mettre le curseur en matière d'identité, de lutte contre l'immigration, de rigueur libérale et de laïcité ? Quelles alliances politiques nouer pour rester vivant politiquement sans perdre son âme ? Autant de défis à surmonter

1. L'Observatoire, 2019.

et d'énigmes à résoudre, dont la droite classique n'a pas encore les clés.

Une droite peuplée d'anciens qui, en 2022, auront perdu le pouvoir depuis dix ans. Une droite riche de personnalités qui ne se décident pas à abandonner une scène qu'ils occupent ou animent depuis plus d'un demi-siècle. Pourtant, forte de telles expériences, mais aussi d'une génération de talents nouveaux, la droite classique française, dans son agonie, garde quelques raisons d'espérer. Les valeurs et/ou l'inexpérience de l'extrême droite, malgré son habileté, ses succès aux dernières élections et ses victoires un peu partout dans le monde jusqu'aux frontières de l'Hexagone, demeure inquiétante pour beaucoup. Espoir aussi au centre, place occupée aujourd'hui par la Macronie, mais qui, d'ici à 2022, pourrait encore décevoir, même à droite, voire échouer... Macronie qui a pris également le risque d'une sous-évaluation de l'adversaire en caricaturant une « droite Trocadéro » plus républicaine et moins réactionnaire qu'on ne le croit.

1

François Fillon, l'homme masqué

Le roi est nu ! Comme dans le conte d'Andersen, *Les Habits neufs de l'empereur*, le monarque se présente devant son peuple, croyant être vêtu d'une étoffe aux propriétés magiques alors qu'en réalité il ne porte rien et que personne n'ose le lui dire, sauf un enfant innocent. Ce roi nu c'est François Fillon, ce dimanche 5 mars 2017, lorsqu'il se prépare pour son grand meeting populaire, place du Trocadéro. Ce rassemblement de la dernière chance pour le candidat empêtré dans une affaire politico-judiciaire inédite en pleine campagne présidentielle. Ce jour-là, il est seul, ou presque, affaibli, cabossé, abandonné par une partie des siens et incompris de l'opinion publique.

Où sont passés les vêtements flamboyants du triomphateur des primaires de la droite et du centre, quelques mois plus tôt ? Évanoués les sondages qui le donnaient grand gagnant de l'élection à venir ? C'est un autre temps ce 5 mars, orageux et pluvieux, comme l'indique la météo. Le temps du coup de poker d'un candidat aux abois qui tente le tout pour le tout. « Les jeux sont faits », lui répètent pourtant nombre de ses anciens amis. Il est tenace et ne veut rien entendre. François Fillon, une tête brûlée sous l'apparence du gendre idéal bien peigné.

Le roi est nu, il n'a plus que la volonté et la détermination de celui qui s'accroche coûte que coûte.

Un rescapé qui pense encore pouvoir faire mentir les pronostics et renvoyer dans leurs cordes ceux qui le pressent de renoncer. Inverser la tendance, se remettre en selle grâce au soutien populaire des milliers de supporters attendus et espérés place du Trocadéro, c'est un pari incroyable, une folie des grandeurs qui semble lui être passée par la tête.

Mais sera-t-il seulement au rendez-vous ce peuple de droite salvateur? Va-t-il débarquer d'un peu partout, de Paris et d'ailleurs, au son du canon, la fleur au fusil, pour venir au secours d'un grand blessé de campagne? Pour le porter à bout de bras, malgré tout. Ou bien les troupes vont-elles rester chez elles? Le mystère est encore entier à quelques heures de l'événement. S'ils viennent, François Fillon aura gagné un gros sursis, et peut-être même plus. S'ils désertent, c'est pour lui la fin de l'aventure présidentielle. Il se sait attendu au tournant, par des proches qui doutent de plus en plus et surtout par des ennemis qui veulent déjà se partager sa dépouille. La politique est un monde impitoyable, il faut se battre pour ne pas être dévoré.

Le Trocadéro est un tournant majeur de cette campagne, qui a enchaîné les rebondissements. Le renoncement de François Hollande, l'élimination de Nicolas Sarkozy et d'Alain Juppé à la primaire de la droite, pour ne parler que de ceux-là. Un rassemblement qui ressemble fort au dénouement d'une tragédie grecque dont les Français, friands de bagarres politiques et de sang sur les murs, raffolent tant. L'aboutissement d'une épopée commencée sous les meilleurs auspices et qui s'est peu à peu transformée en un long chemin de croix pour celui qui porte les couleurs de la droite. Il était pourtant fier, François Fillon, ce 27 novembre 2016! Un score écrasant face à Alain Juppé: 66,49% des suffrages. Près de trois millions d'électeurs à lui

accorder directement leur confiance. Une victoire nette et sans bavure. Surprenante aussi. Car au départ, François Fillon n'était pas le favori de cette compétition qui devait départager de plus grands fauves que lui. Nicolas Sarkozy espérait un tremplin pour son retour au pouvoir, fort de sa popularité inébranlable auprès des militants. Le maire de Bordeaux pensait que le tour du « meilleur d'entre nous », selon l'expression prêtée il y a si longtemps à Jacques Chirac, était enfin venu. Ils ont dû s'incliner.

Le taiseux les a coiffés au poteau et dépassés dans la dernière ligne droite. Balayé ce président omnipotent qui lui avait mené la vie dure et l'avait relégué au rang de simple « collaborateur ». Terrassé cet autre ancien Premier ministre qui, malgré ce point commun, l'a toujours regardé de très haut. Une campagne bien préparée et menée de main de maître, doublée d'une baraka stupéfiante. Les observateurs n'en sont pas revenus, eux qui n'auraient pas parié un kopeck sur François Fillon deux mois plus tôt. L'intéressé, lui, a toujours cru en sa bonne étoile. Ceux qui le connaissent bien se disent d'ailleurs frappés par son étonnante capacité à ne pas douter de lui-même et à faire preuve d'une assurance à toute épreuve. Son triomphe du 27 novembre 2016 l'a dopé. L'une des responsables de son équipe de campagne se souvient d'une allégresse inédite. « Le soir de sa désignation, il était sur un petit nuage. Il avait même les larmes aux yeux. Il est passé près de moi, il m'a pris la main et me l'a embrassée. J'étais scotchée. C'était tellement inattendu de sa part, lui qui est plutôt réservé d'habitude », raconte-t-elle.

L'euphorie n'a duré qu'un temps. Deux mois plus tard, le 24 janvier 2017, tout bascule. Les révélations du *Canard enchaîné* font l'effet d'une bombe. L'épouse

du candidat, dont personne ne parlait jamais, Penelope Fillon, aurait été « rémunérée comme attachée parlementaire ainsi que par la *Revue des deux mondes* ». L'hebdomadaire satirique explique, dans un article très étayé, que l'ancien Premier ministre a employé sa femme comme assistante parlementaire entre 1998 et 2002, pour un salaire mensuel de 3 900 euros brut d'abord, puis de 4 600 euros. Elle aurait ensuite été la collaboratrice du suppléant de son mari, lorsque ce dernier est devenu ministre. De quoi surprendre des Français qui n'auraient jamais imaginé ça de François Fillon !

Si ces pratiques étaient courantes chez les parlementaires et n'avaient rien d'illégal puisque les députés peuvent employer qui ils souhaitent et disposent pour cela d'une enveloppe budgétaire non soumise à contrôle, dans le cas du couple Fillon, *Le Canard enchaîné* affirme ne pas avoir trouvé de preuve des activités réelles de Penelope. Elle-même avait d'ailleurs pour habitude de se présenter comme une simple mère au foyer éloignée de la vie politique. Pourrait-il alors s'agir d'un emploi fictif ? C'est ce que tend à suggérer l'hebdomadaire satirique. L'épouse de François Fillon aurait également perçu 100 000 euros, entre 2012 et 2013, pour une collaboration à la *Revue des deux mondes*, éditée par un ami de son mari, Marc Ladreit de Lacharrière. Elle aurait été recrutée pour ce travail en qualité de « conseillère littéraire ».

Le jour de ces révélations, François Fillon vient à peine d'achever un rendez-vous avec Jean-Louis Borloo, qui s'est plutôt mal passé, le centriste lui ayant dit les yeux dans les yeux qu'il n'est pas convaincu par sa campagne. Puis le candidat coupe la galette des Rois avec ses collaborateurs, comme c'est l'usage à cette époque de l'année, et fait un bref discours sans rien

dire de particulier à propos de l'affaire. Entre-temps, il a pourtant appris la mauvaise nouvelle, mais ne montre rien à son entourage et regagne son bureau rapidement. Lorsque l'information se propage au QG, tous les collaborateurs sont tétanisés et se regardent sans y croire, ni même oser en parler. Le porte-parole de la campagne, Thierry Solère, voit son smartphone crépiter : cent soixante-dix-sept textos reçus en cinq minutes. Alertés, les journalistes veulent connaître la réaction du candidat. « Où est Fillon ? demande-t-il. Il faut le voir d'urgence. » Thierry Solère se décide à monter dans le bureau du candidat, en compagnie de Sébastien Lecornu, membre de son équipe de campagne, et du directeur de campagne lui-même, Patrick Stefanini. L'ancien Premier ministre semble plutôt calme et les laisse entrer. Il est en pleine conversation téléphonique avec Marc Ladreit de Lacharrière et se dit tout haut « stupéfait et scandalisé ». Il raccroche, puis fixe ceux qui viennent d'entrer, les interrogeant du regard. « La presse appelle. Il faut absolument réagir », dit Thierry Solère pour rompre le silence. Le porte-parole, avocat de métier, propose de distinguer les deux sujets, l'emploi de Penelope à l'Assemblée et son contrat pour la *Revue des deux mondes*, le deuxième étant à ses yeux le plus embarrassant juridiquement parlant. « Il faut porter plainte en diffamation », suggère-t-il. « Ah non, surtout pas, rétorque le candidat, sinon il y aura la justice. » À ce moment, il croit encore sans doute que l'affaire va se dégonfler toute seule.

Pourtant, le trouble est sérieux, jusque dans l'électorat de droite. Les révélations viennent contredire l'image de probité et de rigueur du candidat. François Fillon a construit sa réputation sur son sérieux et sa compétence, lorsqu'il était ministre puis chef de

gouvernement. Il a joué de sa discrétion rassurante et de son train de vie sans éclat. Un profil de gendre idéal auquel on accorde sa confiance les yeux fermés. Il a d'ailleurs patiemment bâti cette stature d'homme d'État et cette crédibilité, mâtinées d'une personnalité rassurante, un brin flegmatique. Rien à voir avec ces aventuriers de la politique capables de toutes les turpitudes. On ne l'imaginerait jamais impliqué dans une de ces affaires politico-judiciaires qui ont défrayé la chronique de la politique française des trente dernières années.

Pour preuve de cette honnêteté supposée, François Fillon s'était même payé le luxe de faire la leçon à Nicolas Sarkozy, cinq mois plus tôt, en pleine primaire. « Il ne sert à rien de parler d'autorité quand on n'est pas soi-même irréprochable. Ceux qui ne respectent pas les lois de la République ne devraient pas pouvoir se présenter devant les électeurs. Qui imagine un seul instant le général de Gaulle mis en examen ? », avait lancé le candidat le 28 août 2016. L'entourage du candidat Fillon a même été pris de court et stupéfait d'une telle violence verbale. Nicolas Sarkozy, lui, n'a jamais oublié ni digéré cette banderille assassine. Une vraie déclaration de guerre à l'ancien président, mis en examen dans plusieurs dossiers, et par ricochet à Alain Juppé, qui a été condamné en 2004 dans l'affaire des emplois fictifs de la mairie de Paris. François Fillon voulait rattraper son retard dans les sondages et attirer la lumière. La phrase polémique lui reviendra en boomerang.

Au moment de l'éclatement de l'affaire du Penelopegate, il est en quelque sorte l'arroseur arrosé. Pris la main dans le sac. Mais ce n'est pas tout. François Fillon a commis une autre erreur, plus grave encore, qui lui coûtera également très cher. À peine deux jours après

les révélations du *Canard enchaîné*, le 26 janvier 2017, il tente de désamorcer les critiques, au cours du journal télévisé de TF1 : « Il n'y a qu'une chose qui m'empêcherait d'être candidat, c'est si mon honneur était atteint, si j'étais mis en examen. » Justement ce qu'il ne fallait pas dire. Là encore, sa déclaration sème la consternation dans son propre camp. « Mais pourquoi a-t-il dit cela ? s'agace ainsi le député LR et ancien magistrat Georges Fenech. Il est mort. N'importe qui peut le mettre en examen. » Drôle de ligne de défense que d'anticiper publiquement une possible mise en examen, alors que celle-ci n'est pas encore d'actualité. Ses avocats l'ont certes convaincu qu'il n'y a pas de risque immédiat – c'est du moins ce qu'ils croient –, mais cela ressemble à une maladresse de débutant. Ou à un excès de confiance en soi.

Le poison du Penelopegate

Au fond de lui, François Fillon est convaincu que l'affaire n'ira pas loin et que la justice ne viendra pas s'immiscer dans la campagne présidentielle. Un ténor de droite résume : « En fait, il avait un sentiment d'impunité. Il vivait encore dans la fin d'un ancien système : celui où la femme collaboratrice est bien ancrée dans la tradition parlementaire. Pour lui, cette affaire est une profonde injustice, car il sait que beaucoup d'autres députés faisaient comme lui. Il n'a pas compris que les temps ont changé et que l'opinion publique est devenue intransigente. » Ce jour-là, François Fillon a parlé trop vite. Il aurait dû se contenter de dédramatiser le Penelopegate. « C'était une énorme bêtise. Quand on est en situation de crise, on ne s'engage jamais sur le futur. Il fallait s'en tenir aux faits et ne surtout